

EDITORIAL : CAP SUR L'AVENIR AVEC UNE GOUVERNANCE MODERNISEE POUR TRANSFORMER LES DEFIS DE L'EAU EN OPPORTUNITES

Chers membres, partenaires et acteurs du secteur,

L'évolution de nos institutions constitue le moteur indispensable de notre efficacité sur le terrain. C'est animée par cette certitude que la gouvernance de l'eau au Bénin franchit aujourd'hui un palier historique. Le 25 mars 2026, le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin), pilier et co-animateur de notre réseau REAGIRE aux côtés du pS-Eau, a consolidé ses fondations institutionnelles lors d'une Assemblée Générale extraordinaire stratégique tenue à l'Université d'Abomey-Calavi.

Bien plus qu'un simple réajustement administratif, cette démarche formalise une véritable mutation sectorielle. En harmonisant ses statuts et son règlement intérieur avec les dernières exigences réglementaires du Bénin, le PNE-Bénin fluidifie ses mécanismes internes. Le renouvellement intégral de ses instances dirigeantes répond à un impératif clair : insuffler de la flexibilité, une représentativité accrue et une réactivité optimale face aux problématiques interconnectées de l'Eau, de l'Hygiène, de l'Assainissement et de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Le plébiscite de Monsieur Rachad ALIMI à la tête du Conseil d'Administration inaugure une ère prometteuse de consolidation. Son mandat s'articulera autour de trois axes cardinaux : l'intensification des coalitions multi-acteurs, l'ancrage de partenariats durables et l'audace de l'innovation structurelle. Dans une conjoncture mondiale et nationale où l'urgence climatique et la sécurité hydrique exigent une convergence parfaite de nos efforts, disposer d'une gouvernance robuste n'est plus une option, c'est une nécessité vitale.

À travers cette refonte, le PNE-Bénin consolide son statut de carrefour stratégique pour une gestion concertée, pérenne et équitable des ressources hydriques du pays. Pour REAGIRE, cette solidité institutionnelle retrouvée renforce notre synergie collective et démultiplie l'impact de nos interventions en faveur des populations. C'est ensemble, forts de structures renouvelées, que nous bâtissons un avenir durable.

Bonne lecture à toutes et à tous.



M. Rachad ALIMI

*Nouveau Président
du PNE Bénin*

L'Équipe d'animation du REAGIRE

LES CLES DU BASSIN MOYEN DE LA VALLEE DE L'OUEME EN ORDRE DE MARCHÉ : DE LA PRIORISATION DES TACHES A LA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC

Entre mars et mai 2026, le PNE-Bénin et ses partenaires du programme DURAGIRE ont conduit deux séries successives de rencontres d'autosensibilisation et d'auto-évaluation auprès des dix Comités Locaux de l'Eau (CLE) du Bassin Moyen de la Vallée de l'Ouémé (BMVO). Ces rencontres mensuelles, qui réunissent à chaque fois communes, Directions Départementales de l'Eau (DDEEM), Comités de Gestion des Actions GIRE (CGA GIRE) et structures d'appui, poursuivent un même fil conducteur : faire des Plans Locaux de Gestion de l'Eau (PLGE) de véritables leviers d'action, et des membres des CLE des acteurs pleinement outillés pour les porter.

La 3ème série, organisée en mars 2026, a marqué un tournant dans l'ancrage partenarial du dispositif. Chaque CLE a restitué les résultats de l'atelier de synergie inter-acteurs tenu à Bohicon, où les mairies, l'Agence Territoriale pour le Développement Agricole (ATDA), les ONG, l'Inspection forestière et la Direction Départementale du Cadre de Vie et du Transport (DDCVT) ont formalisé pour la première fois des engagements d'appui ciblés par action du PLGE. Des résultats concrets en ont déjà découlé : le CLE MON TROBOSSI a mobilisé plus de 150 personnes pour des campagnes de curage à Bossa et Tohoui, et le CLE TOGBO a sensibilisé les 32 localités de son espace de compétence aux bonnes pratiques agricoles. Sur le plan du renforcement des capacités, un coaching collectif autour de la matrice d'Eisenhower a permis aux membres des bureaux d'apprendre à hiérarchiser leurs tâches selon leur urgence et leur importance.

La 4ème série, déroulée en avril et mai 2026, a porté l'accent sur un autre levier décisif : la capacité des membres des CLE à porter la parole de leur structure. Un coaching collectif d'une heure trente sur les techniques de prise de parole en public — voix, regard, gestes — a été organisé dans chacun des dix CLE. Les résultats pré/post-test sont sans appel : les CLE de Dangbo-Aguégoués et d'Aguégoués-Porto-Novo atteignent 100 % d'aisance après le coaching, contre respectivement 33 % et 42 % avant. Dix membres particulièrement réservés ont en complément bénéficié d'un entretien individuel de 30 minutes ; huit d'entre eux et elles ont tenu leurs engagements lors des sessions suivantes.

Mises bout à bout, ces deux séries dessinent la trajectoire d'un dispositif en pleine maturation : les CLE de la BMVO ne se contentent plus de planifier, ils exécutent, mobilisent leurs partenaires et prennent la parole avec une assurance grandissante. Chaque session a également été l'occasion d'un exercice d'auto-évaluation du niveau d'appropriation de la GIRE, confirmant une bonne maîtrise des fondamentaux, mais une vigilance à maintenir sur la connaissance fine du PLGE et la mobilisation des autres usagers. Le prochain défi pour les CLE : transformer cette dynamique en autonomie durable dans la gestion de la ressource en eau du delta de l'Ouémé.



*Photo de famille
des participant·e·s
à la séance du CLE
OGOURO-HODOHOUN
(Pobè)*

Session de mars 2026



*Coaching collectif sur la priorisation des tâches (matrice d'Eisenhower)
CLE HLAN (Zogbodomey) - mars 2026*



*Session de coaching collectif sur la prise de parole en public
CLE MON IDOGBE (Adja Ouèrè)*



*Session de coaching collectif sur la prise de parole en public
CLE HLAN (Zogbodomey)*



*Photo de famille des participant·e·s à la séance du CLE DANGBO-AGUEGUES (AGUEGUES)
Session d'avril 2026*

INSTALLATION DU COMITE DE BASSIN DE LA VOLTA : UNE ETAPE DECISIVE POUR LA GOUVERNANCE CONCERTEE DE L'EAU

Le 7 mai 2026 à Natitingou, la Direction Générale de l'Eau (DG-Eau) avec l'appui du programme DURAGIRE, a procédé à l'installation officielle du Comité de Bassin de la Volta (portion nationale du bassin) marquant une avancée importante dans la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au Bénin.

Cette rencontre a réuni les représentants des administrations publiques, des collectivités territoriales, des organisations de producteurs, des associations de femmes ainsi que des acteurs de la société civile intervenant dans le bassin.

Les échanges ont permis de renforcer la compréhension des rôles et responsabilités du Comité de Bassin en tant qu'organe de concertation, de coordination et d'orientation des actions liées à la gestion durable des ressources en eau. Les participants ont également été sensibilisés aux enjeux du genre, de l'inclusion sociale et de la sensibilité aux conflits dans la gouvernance de l'eau.



Photo de famille des participant-e-s à l'atelier du 7 Mai 2026 à Natitingou

À l'issue des travaux, un bureau dirigeant a été élu, désormais prêt à jouer un rôle clé dans la planification des actions dans le bassin, la coordination des acteurs et la gestion durable des ressources hydriques. Les membres ont formulé plusieurs recommandations, notamment la tenue régulière des sessions statutaires et le renforcement de leurs capacités techniques. Cette installation constitue une étape stratégique pour promouvoir une gestion participative, inclusive et résiliente des ressources en eau dans le bassin de la Volta, au bénéfice des populations et des écosystèmes.



Séance de travail des participants

BASSINS HYDROGRAPHIQUES : LE BENIN CONSOLIDE LES FONDATIONS DE SA GOUVERNANCE DE L'EAU

Le paysage de la gouvernance de l'eau au Bénin vient de franchir un palier décisif. Les 02 et 03 juin 2026, la coupole du Ministère des Affaires Étrangères a accueilli l'atelier national de validation des rapports de performance et de diagnostic des grands bassins hydrographiques du pays. Cette rencontre de haut niveau a permis de statuer sur le bilan du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de l'Ouémé, tout en évaluant l'état des lieux des portions nationales des bassins du Mono-Couffo et de l'Ouémé-Yéwa.

Financée par les ressources publiques via le Projet de Développement Des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et Gestion Durable des Ressources en Eau (PDIHM-GDRE), cette rencontre a mobilisé l'ensemble de l'écosystème sectoriel : cadres ministériels, préfets des départements concernés, représentants de la société civile et experts du Bureau d'Analyse et d'Investigation (BAI). Les partenaires techniques et financiers (GIZ, Ambassade des Pays-Bas, SNV) ont également répondu présents, marquant l'intérêt international pour la trajectoire hydrique du Bénin.

Les travaux, centrés sur les présentations du groupement de cabinets STUDI INTERNATIONAL / SETEM BENIN, ont permis aux participants de suivre les bilans présentés et de procéder à des recommandations clés pour finaliser les documents provisoires.

Un alignement technique et politique réussi

Outil d'orientation stratégique par excellence, le SDAGE structure la protection des ressources et le développement des infrastructures à l'échelle des bassins versants. Le Bénin étant subdivisé en quatre grands ensembles hydrographiques, la validation de ces récents documents vient compléter un processus de planification globale, après l'adoption réussie des SDAGE du Niger et de la Volta en 2025.

Pendant quarante-huit heures d'intenses sessions techniques et de travaux de groupes, les parties prenantes ont analysé et enrichi les données diagnostiques présentées. Cet effort collectif a débouché sur l'atteinte rigoureuse des objectifs fixés : l'appropriation des bilans, la validation des rapports provisoires sous réserve de l'intégration d'amendements ciblés, et le lancement officiel de la phase d'actualisation et de rédaction des nouveaux schémas directeurs. Avec cette mise en conformité opérationnelle, le Bénin se dote d'une feuille de route solide pour concrétiser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et garantir sa résilience climatique future.



Photo de famille des participant.e.s à l'atelier des 2 et 3 Juin 2026 à Cotonou

GOVERNANCE SECTORIELLE : UNE IMPULSION CONJOINTE POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT AU BENIN

L'avènement d'une nouvelle ère politique au Bénin, marquée par l'accession de Monsieur Romuald WADAGNI à la magistrature suprême, s'accompagne d'un remaniement stratégique majeur au sein de l'appareil gouvernemental. Au cœur de cette transition, les changements de leadership intervenus, d'une part, à la tête du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines (MEEM) et, d'autre part, au Ministère du Cadre de Vie et des Transports (MCVT), chargé du développement durable, consacrent une double dynamique renouvelée.

Ces deux portefeuilles, piliers indissociables et interdépendants des enjeux de développement socio-économique et de santé publique du pays, se voient ainsi fortifiés pour consolider les réformes structurelles majeures en cours dans les secteurs de l'eau (rurale et urbaine), de la GIRE, de l'hygiène et de l'assainissement.

Ainsi, en référence au décret n° 2026-314 du 24 Mai 2026 portant composition du gouvernement, ce sont Messieurs Edouard DAHOME et Georges ALE qui sont désignés pour conduire respectivement les destinées du MEEM et du MCVT.

Pour les acteurs de la coopération internationale, des collectivités locales et de la société civile réunis au sein du REAGIRE, ces changements ouvrent des perspectives nouvelles de dialogue et de collaboration face aux impératifs d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, de modernisation des réseaux d'eaux usées et de gestion des boues de vidange, de résilience climatique. Le renforcement des synergies entre les structures d'animation et de mise en réseau que sont le PS-Eau et le PNE-Bénin et ces deux ministères clés demeurent des priorités partagées.

GOVERNANCE LOCALE DE L'EAU AU BENIN : L'ANAEP-MR ET LES ACTEURS NON ETATIQUES FONT FRONT COMMUN AUX COTES DES ACEP

Un atelier national d'information et de concertation s'est tenu le 26 mars 2026, sous l'impulsion de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR), et réunissant l'administration publique et les acteurs non étatiques (ONG et OSC). L'enjeu central de l'atelier : structurer une synergie d'action nationale pour accompagner les Associations de Consommateurs d'Eau Potable (ACEP) dans le suivi de la délégation du service public de l'eau potable.

Face aux réformes sectorielles et au déploiement des opérateurs régionaux (exploitants des services d'eau), cet alignement stratégique vise à renforcer le contrôle citoyen, la redevabilité sociale et la remontée des plaintes des usagers. Au-delà des activités programmées, cette mobilisation illustre une évolution importante du secteur : la reconnaissance du rôle central des citoyens dans l'amélioration de la qualité, de la transparence et de la durabilité des services publics d'eau potable. En renforçant les capacités des ACEP, le Bénin consolide progressivement un écosystème local de gouvernance où les communautés deviennent des acteurs à part entière du dialogue, du suivi des performances et de la redevabilité du secteur Eau-Hygiène-Assainissement. Une dynamique prometteuse qui contribuera, à terme, à rapprocher davantage les services publics des besoins réels des populations et à accélérer l'atteinte des objectifs nationaux d'accès universel à l'eau potable

Pour le REAGIRE, cette dynamique collaborative incarne l'essence même d'une gouvernance inclusive de l'eau. En outillant les ACEP, le Bénin sécurise non seulement la durabilité des

investissements infrastructurels, mais garantit également un service continu et de qualité au profit des communautés rurales.

À l'issue de l'atelier, plusieurs organisations de la société civile, ONG et plateformes citoyennes ont pris des engagements concrets pour accompagner durablement les ACEP dans différentes communes du pays. Les actions prévues couvrent notamment le



renforcement des capacités sur les normes du service public de l'eau, le contrôle citoyen, les mécanismes de gestion des plaintes, la redevabilité sociale, le plaidoyer, les audiences publiques et l'évaluation citoyenne des services d'eau potable.

Photo de famille des participant.e.s à l'atelier du 26 mars 2026 à Cotonou

[Télécharger le rapport de l'atelier](#)

Voir l'article ci-dessous également consacré aux ACEP à la suite de l'organisation d'un webinaire par le REAGIRE en juin 2026

LES ACTUALITES DU RESEAU

WEBINAIRE SUR LE CONTROLE CITOYEN DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL AU BENIN

Le REAGIRE, avec le soutien financier des Agences de l'eau et de l'Agence Française de Développement, a organisé le 18/06/2026 un webinaire intitulé : « Le suivi citoyen du service public de l'eau potable en milieu rural au Bénin - Rôle, missions et modalités d'action des Associations de Consommateurs d'Eau Potable (ACEP) : quels appuis possibles des acteurs français de coopération ? »

Ce webinaire s'adressait aux acteurs français de coopération et de solidarité internationale engagés au Bénin ou souhaitant s'y impliquer.

Son objectif était d'expliquer les possibilités concrètes d'action et d'intervention dans le secteur de l'eau potable en milieu rural au Bénin à travers :

- Un rappel du rôle et des missions assignées aux ACEP, avec la participation d'un représentant de la Direction Générale de l'Eau (DGEAU).
- Les avancées du processus d'opérationnalisation des ACEP conduit par l'ANAEP-MR, en collaboration avec le Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL).
- Les modalités d'action des ACEP aux côtés des mairies béninoises et des acteurs de coopération français, avec la participation d'une consultante béninoise spécialiste du sujet.
- Des témoignages de la mairie d'Ifangni et de l'ACEP d'Adjohoun.
- Des échanges sous forme de questions-réponses avec les participants et les intervenants.

39 participants ont pris part à cette rencontre en ligne.

[Télécharger le compte-rendu du webinaire](#)

LA PRISE EN COMPTE DE L'HYGIENE MENSTRUELLE DANS LES LIEUX PUBLICS

Le REAGIRE prépare l'organisation d'un atelier sur la prise en compte des besoins spécifiques des femmes concernant l'hygiène menstruelle dans les lieux publics.

L'objectif de cet atelier est de contribuer à la reconnaissance de la santé et de la dignité menstruelles comme des droits fondamentaux indissociables de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'égalité de genre, en promouvant des politiques et programmes WASH inclusifs et équitables.

La problématique posée qui guidera les présentations et les débats : des principes et préconisations inscrits dans les politiques et stratégies sectorielles à la mise en œuvre opérationnelle, quelles approches sont déployées sur le terrain et quels constats peut-on en tirer ?

Date : entre la dernière semaine d'août et la première semaine de septembre 2026.

Lieu : Cotonou.

⇒ Des précisions sur la date et le lieu seront communiqués ultérieurement à l'ensemble du réseau REAGIRE.

PARTAGE D'INFORMATIONS

CAPITALISATION DU PROGRAMME AGIR-EAU (PHASE 1) DE LA GIZ

Avec l'achèvement de la phase 1, fin 2025, du Programme bilatéral AGIR-Eau entre la DGEAU et la GIZ, un important travail de capitalisation a été entrepris pour tirer un bilan de ces 4 années d'actions, à travers les acquis, les succès et les recommandations qui en sont issus.

Les activités phares de ce Programme pour le renforcement de la gestion durable des ressources en eau au Bénin, classées en 4 principaux champs d’actions, étaient les suivantes :

Politique et stratégies

- Appui à l’évaluation de la phase 2 du PANGIRE et contribution à l’élaboration de la phase 3 du PANGIRE ;
- Organisation des cadres de concertation Eau au niveau national et départemental ;
- Evaluation de la politique nationale de l’eau.

GIRE

- Sensibilisation GIRE dans les villages (17 902 personnes impactées avec 7 902 femmes et 1 369 enfants) ;
- Mise en place du mécanisme de financement de la GIRE (principe préleveur-payeur) ;
- Mise en place de 14 CLE et renforcement de leurs capacités ;
- Mise en œuvre de 12 mesures GIRE avec les CLE.

Eaux usées et boues de vidange

- Elaboration de 2 PDA/Eaux Usées pour 9 communes : Lokossa, Grand Popo, Comé, Houeyobgè, Bopa, Athiémé, Djougou, Copargo, Ouaké ;
- Valorisation des sous-produits issus du traitement des eaux usées ;
- Construction d’une Station de Traitement des Boues de Vidange (STBV) à Djougou.

Système d’alerte précoce (SAP)

- Construction / réhabilitation de 65 stations hydro/piézo munies de système de télétransmission ;
- Etude sur la densification des réseaux de surveillance et la connaissance des ressources en eau ;
- Dotation de matériels et équipements pour le suivi des ressources en eau.

Les zones d’intervention d’Agir-Eau étaient constituées des quatre bassins versants nationaux en ce qui concerne la GIRE (Pendjari, Mékrou, Ouémé et Mono) ; le Grand Nokoué, Lokossa, Porto-Novo et Djougou, en ce qui concerne la gestion des eaux usées.

[Télécharger le document de capitalisation intégral du Programme AGIR-Eau, Phase 1](#)

PUBLICATIONS

- ◆ [Possibilités et enjeux de la réutilisation et de la valorisation dans la filière assainissement / Focus sur les pays du sud de la Méditerranée](#) – pS-Eau (juin 2025).
- ◆ [Rapport semestriel. Suivi du patrimoine et des performances du service public de l’eau potable en milieu rural au Bénin - juillet-décembre 2025](#) – ANAEP-MR (mars 2026).
- ◆ [Fiche de capitalisation des points de vue d’acteurs clés sur le mandat, le fonctionnement et le statut juridique des Comités Locaux de l’Eau \(CLE\)](#) – DURAGIRE, SNV / VNGI / ANCB (novembre 2025).

- ◆ [Fiche de capitalisation sur les principales avancées, les défis restant à relever et les perspectives relatifs au système d'alerte précoce \(SAP\) intégré dans le Delta de l'Ouémé](#) – DURAGIRE, SNV / VNGI / ANCB (novembre 2025).

Une très large gamme de publications sont disponibles sur le site du PNE-Bénin ([Bibliothèque - Partenariat National de l'Eau du Bénin](#)) et la base de données du pS-Eau ([Bases de données | Programme Solidarité Eau](#))

Pour partager une publication, envoyez-la par mail à mouton@pseau.org ou huezefils@gmail.com

DATES A RETENIR

BENIN

- 👉 **Session de validation du rapport alternatif de la société civile dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement au titre de l'année 2025**

Organisateur: CANEA Bénin

Date: 16 et 17 Juillet 2026

Lieu: Cotonou

- 👉 **12^{ème} Atelier régional de l'Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA)**

Organisateur: Alliance d'Afrique Francophone pour l'Eau et l'Assainissement (AAFEA)

Partenaires: AFD, Coalition Eau, Gret Togo/Bénin

Dates: 19 au 23 Octobre 2026

Lieu: Cotonou.

Thématique: Plaidoyer pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement (DHEA).

Pays participants : France, Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

FRANCE

- ❖ **17^{èmes} Rencontres de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales (RAICT)**

Organisateur: Cites Unies France (CUF)

Partenaires: MEAE, AFD, Platforma

Dates: 8 et 9 juillet 2026

Lieu: Salons de l'Hôtel des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna – 75 116 Paris.

Thématique: Nouvel ordre mondial : l'action internationale et le rôle des collectivités territoriales dans ce contexte en mutation.

Pays à l'honneur: Togo

Plus d'informations: [Bienvenue aux Rencontres de l'AICT](#)

INTERNATIONAL

❖ **Semaine mondiale de l'eau 2026**

Organisateur : [Stockholm International Water Institute](#) (SIWI)

Dates : Du 23 au 27 août 2026

Lieu : Stockholm (Suède) ou en ligne

Thématique : L'eau pour les gens et le progrès

Plus d'informations : [Semaine mondiale de l'eau - un événement annuel sur les questions mondiales de l'eau, organisé par l'Institut international de l'eau de Stockholm](#)

❖ **2^{ème} Conférence des Nations Unies sur l'Eau**

Organisateurs : Emirats arabes unis, Sénégal, ONU

Dates : du 2 au 4 décembre 2026

Lieu : Abu Dhabi, Emirats arabes unis

Thématique : Accélérer la réalisation de l'ODD 6, qui vise à garantir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

Plus d'informations : [Conférence des Nations Unies sur l'eau 2026 | Département des affaires économiques et sociales](#)

Faites vivre le REAGIRE !

Cette newsletter a été conçue pour vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur. Elle ne demande qu'à être enrichie par vos contributions...

N'hésitez pas à nous faire part de toutes informations susceptibles d'intéresser les autres membres du réseau !

Contacts :

Au Bénin (PNE-Bénin)
Rémi HOUZE
houzevils@gmail.com
+229 01 64 90 90 10

En France (pS-Eau)
Philippe MOUTON
mouton@pseau.org
+33 6 74 57 90 16

REAGIRE est coanimé par le pS-Eau en France et le PNE au Bénin

REAGIRE est soutenu par :

